



L'épidémie de COVID19 a tragiquement révélé la crise économique et financière qui se profilait à l'horizon depuis quelques temps. L'imprévoyance du système capitaliste, qui ne voit que le profit à court terme, qui a laminé les services publics, qui a délocalisé frénétiquement à la recherche d'une main d'œuvre low-cost, a rajouté à la crise économique une crise sanitaire.

Laminé par 30 années de dictature néolibérale, le système de santé s'est révélé au bord de la rupture. Dans ce contexte, des millions de travailleurs, confrontés à la réalité, ont brutalement découvert la justesse des revendications portées avec détermination par les personnels et la CGT pour obtenir les moyens, le matériel et les personnels nécessaires à un fonctionnement du service public de santé répondant aux besoins des usagers.

L'épidémie de COVID-19 a tragiquement révélé que la situation que nous connaissons tous aujourd'hui est le résultat de **choix idéologiques** faisant la promotion de l'initiative privée et du profit en lieu et place du service public démocratique et garant de la solidarité, de **choix financiers** qui ont fait l'impasse sur une stratégie industrielle répondant aux besoins des populations, de **choix politiques** en faveur du business mondialisé et de la libre circulation des capitaux et des marchandises en lieu et place de la protection des populations. **Des choix qui nous ont rendus dépendants et vulnérables.**

Pour l'immense majorité des travailleurs, l'épidémie de COVID-19 a été le cruel révélateur de la faiblesse des salaires, de la précarité qui gagne quasiment toutes les couches de la société, de l'accentuation des inégalités et de la misère économique et sociale dans laquelle le système plonge une partie de plus en plus importante de la population notamment les plus âgés et les plus jeunes.

Tragédie pour les travailleurs, le COVID-19 se révèle une aubaine pour le patronat et son gouvernement. La loi d'urgence sanitaire, violemment liberticide, votée par les députés LREM, LR, UDI et RN n'a pas permis hier d'enrayer l'épidémie mais elle permet aujourd'hui de casser les conquits sociaux et les droits des travailleurs.

Le patronat, qui a fait payer le chômage partiel par l'état, c'est-à-dire par les travailleurs eux-mêmes, utilise le COVID-19 comme excuse pour faire passer

ses plans de licenciements, prévus bien avant l'épidémie, comme pour CAMAIEU ou RENAULT par exemple dans le cadre de restructuration, de fusion ou de destruction de forces productives comme à l'occasion de chaque crise.



Pour le patronat et le gouvernement le jour d'après ressemble à avant le jour d'avant. Augmentation du temps de travail hebdomadaire (ce qu'ils appellent assouplissement des 35 heures), augmentation du temps de travail annuel par la suppression de congés, de jours fériés et de RTT, augmentation du temps de travail à l'échelle d'une vie par l'allongement de la durée de cotisation.

Si pour le patronat le jour d'après c'est toujours plus de précarité et toujours moins de salaire, **pour la CGT, le jour d'après c'est plus de sécurité, plus de salaire et une autre répartition des richesses.**

La CGT revendique :

- **L'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux**
- **La réduction du temps de travail à 32 heures, avec embauche**
- **L'interdiction des licenciements**
- **La relocalisation de la production**
- **La nationalisation sous contrôle des salariés et des usagers de la filière santé (production de médicaments, soins, recherche) dans le cadre d'une prise en charge à 100% par la Sécurité sociale**
- **Le rétablissement de l'ISF**
- **La récupération des milliards de la fraude fiscale**
- **La réquisition des dividendes**
- **Abandon de la réforme des retraites**
- **Abandon de la réforme de l'assurance chômage**

PUBLIC/PRIVE TOUS UNIS CONTRE LE PATRONAVIRUS !